

journal
d'exposition

La République dans ses murs,

les Présidents au château de Vizille

1925 - 1960

«*Tout porte à croire que les séjours du Président de la République y seront extrêmement rares*»

L. DE GUILLEBON (*Les Alpes*, août 1931).

LE CHÂTEAU DE VIZILLE, avant d'être cédé gratuitement au Conseil général de l'Isère en 1972-1973, sous la présidence de Georges POMPIDOU (1911-1974), appartenait à l'État depuis 1924. De 1925 à 1960, cinq présidents de la République, Gaston DOUMERGUE, Albert LEBRUN, Vincent AURIOL, René COTY et Charles DE GAULLE, ont séjourné dans cette résidence officielle pour des périodes plus ou moins longues et dans des conditions forts différentes. Les séjours des chefs de l'État ont été irréguliers, exceptionnels, voire ponctuels, faisant de Vizille, en comparaison de Rambouillet, une résidence présidentielle mineure, abandonnée dès 1960. Toutefois, grâce à son acquisition et à la présence même épisodique des présidents, le château reprit sa place dans l'histoire nationale, celle qui fut la sienne pendant tout le XIX^e siècle, en référence à l'Assemblée de Vizille qui s'était tenue dans la salle du jeu de paume le 21 juillet 1788.

Avant 1924, deux présidents de la République en fonction résidèrent au château de Vizille. Le premier fut Sadi CARNOT (1837-1894), à l'occasion des fêtes du Centenaire de l'Assemblée de Vizille en 1888, invité par Jean-Paul CASIMIR-PÉRIER (1847-1907), député de l'Aube et vice-président de la Chambre, dont la famille était propriétaire du domaine depuis 1780. Jean-Paul CASIMIR-PÉRIER fut lui-même porté à la présidence de la République après l'assassinat de Sadi CARNOT à Lyon en juin 1894. Il ne devait rester à cette fonction que quelques mois, obligé de démissionner dès janvier 1895 sous la pression des socialistes. Cette brusque disgrâce politique conduisit la famille PÉRIER à se défaire sans tarder du château qui avait été pour elle la source d'une légitimité politique puisant son origine dans certains aspects de la Révolution française et le symbole de son attachement aux principes libéraux.

Vendu 400.000 francs en décembre 1895 (environ 1.236.000 euros ou 8.100.000 francs 2001), le château fut successivement la propriété de Jean-Marie Paulin IMBERT, un ancien ingénieur-constructeur, puis à sa mort en 1901 d'une société anglaise «The Anglo-French (Dauphiné) syndicate limited» qui le transforma en hôtel de tourisme de luxe. L'affaire s'avérant peu rentable, les sociétaires s'empressèrent de le revendre en 1906, au prix de 450.000 francs (environ 1.510.000 euros ou 9.900.000 francs 2001), à un riche industriel de Turin, le comte Alberto MARONE, officier de la Légion d'honneur et sénateur du royaume d'Italie, qui dirigeait depuis 1902 Cinzano, une des

plus importantes entreprises de vins et spiritueux de la péninsule. Les MARONE l'occupèrent avec beaucoup de sollicitude pendant dix-huit ans avant de s'en séparer.

En l'absence d'un reprenneur attentif à l'intégrité et à l'esprit du lieu, le parc était promis à un inéluctable démembrement pour être loti, et le château aurait été une nouvelle fois dévoté et mal entretenu faute de moyens suffisants. De nombreuses personnalités dont beaucoup d'hommes politiques s'en émurent et en novembre 1923, sur la proposition de plusieurs députés de toute la France, le gouvernement fut invité à étudier d'urgence le moyen de «sauver d'une destruction imminente le précieux monument historique qu'est le château de Vizille», classé depuis 1862. Un rapport très favorable lu devant les députés le 18 février 1923 énonçait : «... le Château de Vizille est, à soi seul, une véritable leçon d'histoire provinciale et nationale. N'oublions pas en effet qu'il fut encore le berceau de la Révolution française». Dès le mois d'avril, au nom du président de la République d'alors, Alexandre MILLERAND (1859-1943), et sur proposition du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Henry DE JOUVENEL, ainsi que du ministre des Finances, fut soumis à la Chambre des députés un projet de loi ayant pour objet son acquisition par l'État : «Tant au point de vue moral et matériel qu'au point de vue historique et artistique, le château de Vizille et son domaine doivent incontestablement être sauvés. Ils font partie du patrimoine du Dauphiné et de la France entière et l'émotion qui s'est manifestée dans l'opinion publique à l'annonce de leur mise en vente témoigne suffisamment de l'intérêt qui s'attache à leur conservation».

La loi fut votée le 30 avril 1924 sans discussion, mais non sans critiques. Le prix d'achat de trois millions de francs (environ 2.153.000 euros ou 14.121.000 francs 2001), négocié directement avec le propriétaire par Léon PERRIER, président du Conseil général de l'Isère (1920-1940), ne paraît pas excessif à nos yeux, mais il faut se replacer dans le contexte économique très difficile de l'après-guerre pour comprendre pourquoi quelques voix s'élevèrent : «Mais les démocraties ne se refusent pas pareilles folies ; alors que l'État était menacé de banqueroute, alors qu'une Chambre française augmentait de deux décimes des contributions déjà doublées trois ans auparavant et qui furent quintuplées, comme le prix de la vie, deux ans après, cette Chambre vota, aux derniers jours de la session pour éviter toute discussion et faire passer inaperçue cette énormité, l'achat d'un château, celui de Vizille. L'intérêt historique, celui de l'État, n'étaient sans doute pas ceux qui dictèrent cette dépense inutile :

ci 32 millions (sic)! Et cela en un temps où les classes moyennes souffraient cruellement de la cherté excessive des denrées nécessaires à la vie (J. TURQUAN et J. D'AURIAC, *Monsieur le comte d'Artois*, Paris, 1929)». L'acte de vente fut signé le 17 septembre 1924.

Il est possible d'interpréter de plusieurs manières ce «sauvetage» de Vizille au plus haut niveau de l'État. Était-ce une première tentative de restauration de l'image de la Révolution française après les terribles années de guerre que venait de connaître la France, geste courageux dans un contexte européen très difficile qui connaissait les premiers assauts du fascisme ? Ou bien une opportunité de l'État pour être plus présent dans une région de marche qui se distinguait alors par son spectaculaire développement économique, comme l'atteste l'organisation et la tenue en 1925 de l'exposition internationale de la Houille blanche et du Tourisme à Grenoble ? On ne peut, en effet, admettre l'explication d'une simple protection d'un monument historique en péril aussi prestigieux soit-il, par une procédure à ce point exceptionnelle, alors que l'on en comptait tant d'autres à sauver, sérieusement endommagés pendant la Grande Guerre ou promis à un triste sort. Cependant, le château de Vizille bénéficiait d'une reconnaissance nationale définitive comme berceau de la Révolution française et donc comme haut lieu républicain.

L'achat du château de Vizille réalisé, restait à arrêter son affectation, ce qui ne fut pas une tâche facile car des points de vue différents étaient en présence. En effet, d'un côté, le rapport officiel lu à la Chambre préconisait une simple ouverture à la visite du château et une installation dans les annexes du domaine d'une école d'artisans ou une grande école nationale des eaux et forêts et un établissement national de pisciculture. De l'autre, plusieurs personnalités dauphinoises proposaient dans la presse des projets d'une autre ambition pour le château : «*Et d'abord, il est une première idée sur laquelle tout le monde paraît d'accord : celle de la création d'un musée de la Révolution où se trouveraient groupées toutes les pièces relatives à ce bouleversement de notre histoire*» (P. FERTAILLE dans *La Gazette des Alpes*, 1924). L'idée, encore défendue en 1928 par l'administrateur de la Bibliothèque nationale, finit par s'estomper devant le mutisme de l'État, pour être reprise dans les années 1970 avec le résultat que l'on connaît. Il faut bien se rendre à l'évidence que la question ne fut ni tranchée ni même abordée sérieusement par le principal intéressé, l'État, qui préféra éluder la question en choisissant d'en faire une résidence présidentielle. Durant toute cette période, en dehors des séjours des présidents, le château était ouvert régulièrement à la visite et à partir de 1932, avec l'inauguration de la route Napoléon, une salle était consacrée à l'histoire de l'édifice.

Sadi CARNOT, président de la République de 1887 à 1894.

Jean-Paul CASIMIR-PÉRIER, président de la République de 1894 à 1895.

Alexandre MILLERAND, président de la République de 1920 à 1924.

Georges POMPIDOU, président de la République de 1969 à 1974.



Inauguration du monument du centenaire de l'Assemblée de Vizille le 21 juillet 1888 par le président de la République Sadi Carnot,

Photographie de MM. Martinotto frères à Grenoble.

GASTON DOUMERGUE

(1863 - 1937)

Président de la République de 1924 à 1931

LE SÉJOUR à Vizille du 2 au 7 août 1925 de Gaston DOUMERGUE était motivé par une prise de possession symbolique du château un an après son acquisition. Ce voyage s'effectua à l'occasion de l'inauguration officielle de l'exposition internationale de la Houille blanche et du Tourisme à Grenoble. Le 2 août 1925, au cours du dîner officiel à la préfecture de l'Isère offert par le président du Conseil général, Léon PERRIER, qui avait beaucoup contribué à l'acquisition du château, Gaston DOUMERGUE prononça l'allocution suivante : « *C'est avec plaisir, que, me considérant comme votre compatriote d'adoption, je vais résider pendant quelques jours dans ce château historique de Vizille dont l'État a fait récemment l'acquisition, mais qui par le souvenir des grands événements qu'il rappelle et au cours desquels se sont affirmés votre caractère fièrement indépendant et votre esprit démocratique, demeure toujours votre château* ».

La chambre présidentielle était installée dans ce qu'on appelait à l'époque la Tour du Duc (actuelle salle Gaston Doumergue au niveau 3) et devait le rester jusqu'en 1960. Son bureau se situait dans l'actuelle salle du XIX^e siècle, au même étage, dont les murs furent recouverts d'un tissu intitulé *Jets d'eau* édité en 1925. Quelques mois plus tard, en 1927, une salle de billard fut aménagée (actuelle salle d'exposition temporaire). Pendant un temps, ces embellissements pouvaient laisser croire que la Présidence de la République allait peu à peu transformer le château et s'y installer de façon durable. En définitive, il n'en fut rien car les décors de l'ancien bureau du Président, du billard et de la salle dite aujourd'hui de Psyché, avec son beau papier peint en grisaille, furent les seuls apports artistiques notables de toute la période présidentielle, si l'on ajoute également dans le parc l'installation de deux sculptures, *Printemps* de FÉVOLA (1923) et surtout le célèbre *Faune* de Paul DARDÉ (voir en dernière page).

M. DOUMERGUE EN DAUPHINÉ

Après les deux journées « officielles » passées à Grenoble pour visiter l'exposition internationale de la Houille blanche et du Tourisme, inaugurer le nouvel hôtel du Syndicat d'initiative, assister aux réceptions à la préfecture, à la mairie, à la chambre de commerce, M. DOUMERGUE s'est reposé quelques jours au château de Vizille. Cela était prévu au programme de ce déplacement présidentiel, mais on affirmait aux indiscrets que le président de la République même ignorait quel serait son emploi du temps. De toutes les invitations qui lui avaient été faites, M. DOUMERGUE n'accepta que celles de la Société métallurgique et minière de France et de l'Union des associations des étudiants de France, d'aller visiter, le mardi 4 août, sur le plateau des Petites-Roches, à 30 kilomètres au nord-est de Grenoble, les travaux entrepris par ces deux puissants groupements pour l'édification de sanatoria, destinés, lorsqu'ils seront achevés, à recevoir, dans de vastes bâtiments, près de mille malades de la poitrine qui seront soignés et respireront l'air pur à 1.100 mètres d'altitude. Cette visite eut bien vite, on le devine, un caractère semi-officiel. Le préfet de l'Isère, les députés et sénateurs accom-pagnaient le président, qui fut reçu par les comités des œuvres et des délégations d'étudiants de France. Des discours furent prononcés, auxquels M. DOUMERGUE répondit avec émotion, félicitant chacun du bel élan philanthropique appelé à rendre de si précieux services.

Le mercredi 5 août, M. DOUMERGUE quitta le château de Vizille, vers 11 heures du matin, pour se rendre à la Grande-Chartreuse, qu'il ne connaissait pas. M. AUSSCHER, vice-président du Touring Club de France, défenseur passionné du massif de Grande-Chartreuse, un des joyaux de notre Dauphiné, s'était mis à la disposition du président pour le guider dans sa promenade. M. AUSSCHER l'attendait près du pont Saint-Bruno, sur la fameuse route « du Désert », qui conduit à la Chartreuse.

Le président visita en détail le célèbre couvent, puis en retournant à Vizille, il accepta la proposition que lui faisait M. AUSSCHER de s'arrêter au chalet-hôtel du col de Porte et de monter jusqu'au fort Saint-Eynard, d'où l'on découvre deux des panoramas les plus grandioses du Dauphiné.

Le jeudi 6 août, M. DOUMERGUE ne quitta pas le château de Vizille, où il reçut à déjeuner le maire et les conseillers municipaux de la commune. Dans l'après-midi, il fit une longue promenade dans le parc. Le vendredi 7 août – dernier jour de vacances en Dauphiné – M. DOUMERGUE alla déjeuner à Grenoble où il offrait, à la préfecture, un déjeuner à quelques personnalités locales. L'après-midi, il resta au château de Vizille, où il était revenu après déjeuner. Il voulut bien quitter la bibliothèque, où il se plaisait alors à feuilleter des ouvrages rares, pour recevoir quelques journalistes dans le parc du château.

Au cours de cette réception très intime, des photographies furent prises dont celle que nous publions à la page suivante. À 9 heures du soir, après avoir dîné dans l'intimité à la préfecture, le président de la République montait dans son train spécial pour revenir à Paris et rentrer à Rambouillet.

J. Clair-Guyot, *L'Illustration*, 15 août 1925.



Marcel BASCHET (1862-1941),
portrait de Gaston Doumergue (1863-1937),
Président de la République,

huile sur toile,
musée national de Versailles et de Trianon,
Photo RMN.

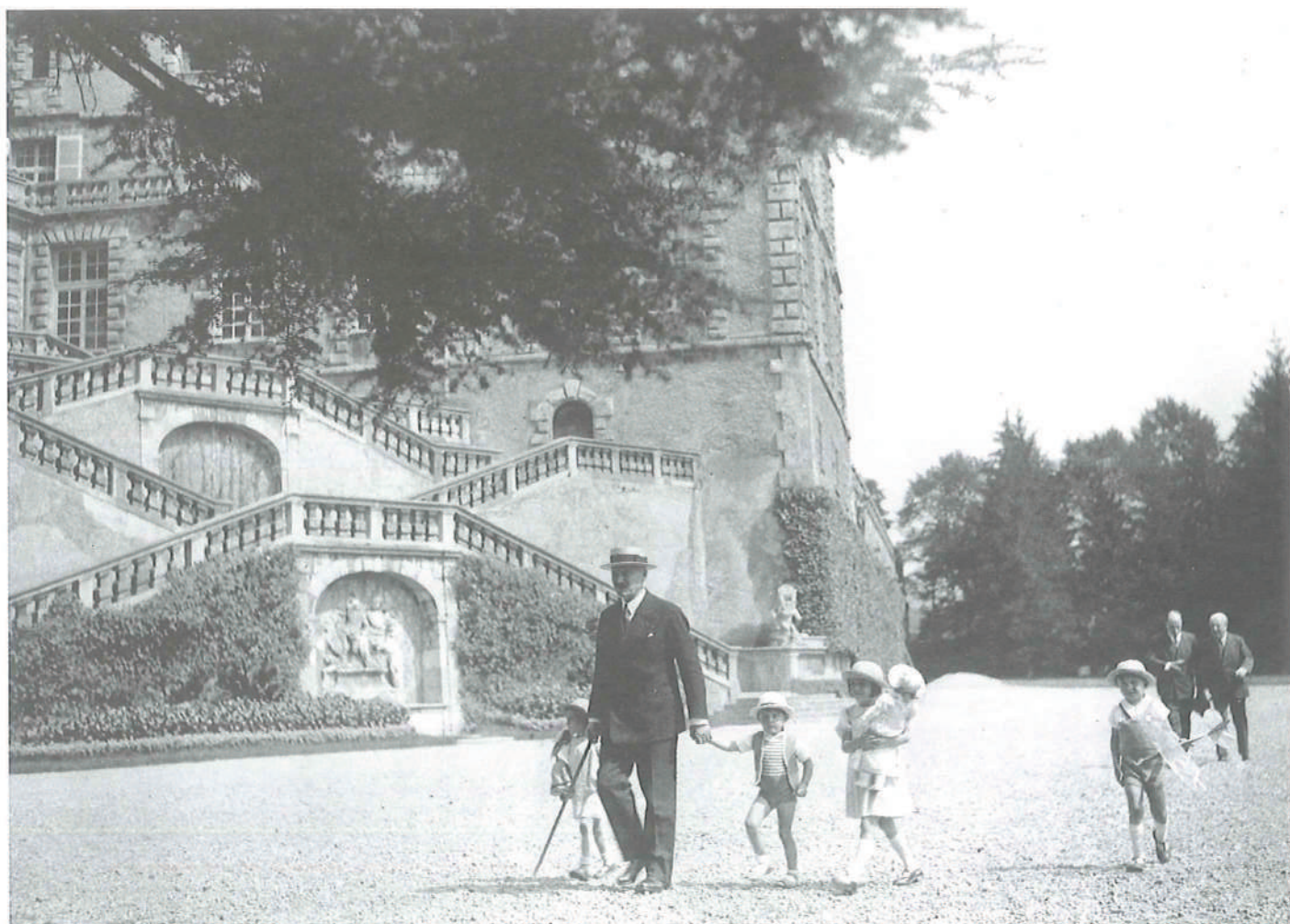
ALBERT LEBRUN

(1871 - 1950)

Président de la République de 1932 à 1940 (réélu en 1939)

ALBERT LEBRUN séjourna avec sa famille au château de Vizille pendant les étés 1936 (du 15 au 31 août) et 1938 (du 1^{er} au 29 août), privilégiant son rôle de grand-père, sauf pendant son second séjour durant lequel un Conseil des ministres se tint au château pour la première et la dernière fois, le 19 août 1938. Le chef du Gouvernement, Édouard DALADIER, devait signer un mois plus tard les accords de Munich (29-30 septembre 1938), pour tenter de préserver une paix illusoire. Après le vote en juillet

1940 des pleins pouvoirs à Philippe PÉTAÏN, Albert LEBRUN se retira à Vizille chez sa fille Marie qui avait épousé en 1927 Jean FREYSSSELINARD (1898-1988), directeur de 1938 à 1964 d'une entreprise locale de meules artificielles, la SAMA. C'est chez les Freysselinard qu'Albert LEBRUN fut arrêté par la Gestapo en 1943 et déporté en Autriche. Il fut libéré quelques mois plus tard. Pendant sa retraite à Vizille, Albert LEBRUN n'avait pas accès au château.



LES ALLIÉS, de leur côté, ne pouvant plus compter sur GIRAUD pour faire équilibre à DE GAULLE, cherchaient quelque expédient nouveau. Des avis venus de France m'annoncèrent que, cet expédient, ils avaient cru le trouver dans la personne du président LEBRUN. Celui-ci depuis le vote de l'assemblée de Vichy qui l'avait dépouillé de ses fonctions et contre lequel, au demeurant, il n'avait pas protesté, s'était retiré à Vizille. N'y aurait-il pas moyen, se demandaient à Washington et à Londres ceux qui visaient à manipuler la destinée politique de la France, de faire passer le président en Afrique du Nord ? Comme il n'avait pas formellement donné sa démission et que son attitude à l'égard de l'ennemi ne laissait rien à désirer, ne pourrait-il se réclamer, en arrivant à Alger, d'une légitimité intacte ? Reconnu, tout aussitôt, comme le Président de la République française par les puissances alliées et aussi - du moins l'espérait-on - par un grand nombre de citoyens, comment serait-il récusé par DE GAULLE et par les siens ? Dès lors, c'est à lui qu'il appartiendrait de nommer les ministres, de présider leurs conseils, de signer les lois et les décrets. En comparaison des soucis que causait à la Maison-Blanche et à Downing Street l'intransigeante primauté du Général, quel changement et quel soulagement ! Il me fut rapporté que, dans les derniers jours du mois d'août, les conspirateurs américains et britanniques pensèrent tenir l'occasion.

C'était le moment, en effet, où BADOGLIO aux abois entraînait secrètement en contact avec les Anglo-Saxons en vue de négocier la reddition de l'Italie. On traitait, à Lisbonne, dans

le plus profond mystère. Les vainqueurs y étaient en mesure de faire aux vaincus des suggestions officieuses qu'on leur saurait gré d'accueillir. Or, Vizille, où résidait LEBRUN, se trouvait en zone italienne d'occupation. Un soir, des officiers venus de Rome se présentèrent au président. Insistant sur la situation grave où le cours prochain de la guerre risquait de jeter la région et de le jeter lui-même, ils proposèrent à Albert LEBRUN, de la part de leur gouvernement, de se rendre en Italie où il trouverait la sécurité et une résidence convenable. Toutes escortes et garanties lui seraient, d'avance, assurées. On sait que, dans le temps même où avait lieu ce contact, le commandement allié, d'accord avec BADOGLIO, préparait une opération qui, sitôt annoncé l'armistice italien, devait porter les Anglo-Saxons à Naples et, si possible, à Rome et recueillerait, en tout cas, le roi VICTOR-EMMANUEL, ses ministres et d'autres personnalités. Dans la pensée de ceux qui « tenaient les fils », LEBRUN, une fois en Italie, pourrait être lui aussi, transféré là où l'on désirait.

D'après ce qui me fut dit, le président refusa catégoriquement la proposition, soit qu'il n'en vit pas le but véritable, soit plutôt que, l'ayant discerné, il ne voulût point s'y prêter. Il répondit aux Italiens : « *Votre pays est en état de guerre avec le mien. Pour moi, vous êtes l'ennemi. Vous pouvez m'emmener de force. Je ne vous suivrai pas de bon gré* ». La mission se retira. Mais peu après, HITLER alerté et décidément excédé des « histoires françaises », envoya la Gestapo arrêter le président LEBRUN. Celui-ci transféré en Allemagne fut contraint d'y résider un an.

Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, L'Unité 1942-1944*.

VINCENT AURIOL

(1884 - 1966)

Président de la République de 1947 à 1954

RESTÉ inoccupé pendant la deuxième guerre mondiale, le château fut, aussitôt après la retraite des occupants, investi le 5 septembre 1944 par les Comités départementaux de la Libération des Hautes-Alpes, de la Drôme, de l'Isère, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie issus de la Résistance. Ils affirmèrent au cours d'une assemblée solennelle « leur volonté de réaliser les véritables libertés républicaines et d'instaurer un régime de justice sociale conforme aux aspirations de la nation française reforgee après quatre années de combats ». Cet

appel à une nouvelle République prenait bien évidemment à Vizille une résonance très importante en raison de la symbolique révolutionnaire et républicaine du lieu. Trois ans plus tard, pour un unique et bref séjour, du 6 au 16 septembre 1947, Vincent AURIOL, premier Président de la IV^e République, vint au château pour se reposer et pêcher. Un autre séjour envisagé pour Pâques 1948 fut déconseillé à cause du froid et de la vétusté du chauffage, alors que par un arrêté du 6 février de la même année le château était passé au rang de Palais national.

HAMEÇONS PRÉSIDENTS

AVIS AUX PÊCHEURS

LES HAMEÇONS PRÉSIDENTS
 Marque et modèles déposés, sont les meilleurs qui existent
 les essayer c'est les adopter pour toujours
 Ils sont vendus 0,35 les 5 hameçons
 dans une enveloppe cachetée et signée

CI-DESSOUS
 Le modèle des deux faces des enveloppes
 contient 5 hameçons Présidents Les pêcheurs
 savent les employer avec succès

MOUCHES ARTIFICIELLES PRÉSIDENTES
 LA PLUS BELLE COLLECTION QUI EXISTE
 EN GENRES ARAIGNÉES ET À AILES
 2,75 LA DOUZAINE - 1,50 LA DEMI-DOUZAINE
 Les envois se font contre mandat poste dans la lettre de demande adressée
 à **ALFRED VIALLET** N°100000 de Hameçon Président à **GRENOBLE** (Isère)
Président de l'Union Française de Pêcheurs et Pisciculteurs de France (U.F.P.P.F.)
 Les Hameçons PRÉSIDENTS se vendent 100 000 et 200 000 exemplaires à l'unité et par douzaines
 chez les pêcheurs et pisciculteurs de France et dans les magasins de pêche et de pisciculture

**DEUX CÉLÉBRITÉS PÊCHANT LA TROUTE
 AVEC DES LIGNES PRÉSIDENTES DANS LE
 PARC DU CHÂTEAU DES DIGUIÈRES, VIZILLE**

**EN VENTE à Abtenicox sur St Croix
 chez M. Aux Nouvelles Galeries**

DÉPOSITAIRE

ENVOI FRANCO du TARIF ILLUSTRÉ

VACANCES PRÉSIDENTIELLES

M. VINCENT AURIOL SE LIVRE À VIZILLE

À SON PASSE-TEMPS FAVORI : LA PÊCHE.

Vizille, 7 septembre.

Pour prendre enfin un repos bien gagné, le Président Vincent AURIOL a attendu que l'Assemblée nationale terminât ses travaux.

Samedi matin, à 9 h 15 accompagné seulement de M^{me} Vincent AURIOL et de son maître d'hôtel, le Président s'envolait de Paris. Une heure plus tard le bimoteur piloté par le lieutenant ORFLIA, secondé par l'adjudant-chef radio BERNARD et l'Adjudant mécanicien BONIFOL, se posait sur la piste de l'aérodrome de Grenoble.

Selon le désir express du Président, nulle personnalité n'était venue le saluer. Sur l'aire de débarquement, sa voiture personnelle l'attendait.

M. Vincent AURIOL y prit place aussitôt, et, sans cérémonial, le coupé fila sur Vizille et pénétra dans la Cour d'honneur du Château. Là, sur la terrasse, M. MÉTRAL, maire de Vizille et M. JANIN, architecte en chef des Monuments historiques, qui l'attendaient, souhaitèrent la bienvenue au président qui, très cordialement, les remercia.

Depuis, la grande porte du Château est close. Elle ne s'entr'ouvre à peine que pour laisser passer les fournisseurs, l'épicier, le boulanger, le facteur.

M. Vincent AURIOL est venu se reposer. Des ordres formels ont été donnés pour que nul ne vienne troubler sa retraite. Le désir du premier magistrat de la République sera respecté. Même les journalistes n'ont pas essayé d'enfreindre la consigne, et il a fallu l'astuce et toute l'habileté de notre reporter photographe Henri RAMUS, pour saisir, à son insu, M. Vincent AURIOL en action de pêche dans un des torrents qui traversent le vaste et magnifique parc.

Samedi après avoir déjeuné, M. Vincent AURIOL parcourut son nouveau domaine. Il s'arrêta longuement au bord de l'étang qui sert de réserve à la station de pisciculture, et s'amusa au curieux spectacle des truites si familières qu'elles viennent dans la main de M. SERNIN, le fidèle gardien du Château.

La journée du dimanche se passa dans le calme que le visiteur était venu chercher. Une longue promenade dans les bois avant déjeuner mit en appétit M^{me} et M. Vincent AURIOL. Au début de l'après-midi, M^{sr} CAILLIOT, évêque de Grenoble, accompagné de M. l'archiprêtre GARNIER, curé de Vizille, firent une courte visite au président.

Et, alors que le soleil allait se cacher derrière le Connex, le président, nu tête et vêtu d'un confortable blouson, sortit, armé cette fois d'une longue canne à pêche, pour aller taquiner la truite dans le Rondeau, petit torrent tapageur dont le cours serpente parmi les sous-bois.

M. Vincent AURIOL a déjà été conquis par le calme et la splendeur du site : les rares privilégiés qui ont pu l'approcher l'ont entendu exprimer sa satisfaction de pouvoir goûter enfin, dans un cadre aussi grandiose, près de la nature qu'il aime, le repos auquel il aspirait. Et M^{me} la Présidente a été très sensible au petit chef-d'œuvre qu'ont réalisé pour elle, dans la roseraie, les architectes paysagistes GINET et DEWECK.

A son tour le « Dauphiné libéré » a souhaité la bienvenue à M^{me} et M. Vincent AURIOL. Il exprime le souhait que ces quelques jours de vacances incitent notre Président à revenir parmi nous, longuement cette fois.

Georges Tardy, *Le Dauphiné Libéré*, lundi 8 septembre 1947.

LES CÉLÈBRES TRUITES du château donnèrent à Alfred VIALLET, un commerçant de Grenoble, l'idée de créer entre 1924 et 1939 une marque d'articles de pêche sous le vocable « *Hameçons Présidents* », vantés par une affiche représentant en train de jeter leurs lignes de part et d'autre de la grande pièce d'eau du parc, Émile LOUBET (1838-1929) et Armand FALLIÈRES (1841-1931), deux anciens chefs de l'État qui dans leurs rares temps de loisirs s'adonnaient à ce sport. La fiction de l'affiche publicitaire devint réalité avec Vincent AURIOL.

Émile LOUBET, Président de la République de 1899 à 1906.

Armand FALLIÈRES, Président de la République de 1906 à 1913.

Hameçons Présidents,

affiche, vers 1925-1939,

Maison nationale de la pêche et de l'eau, Ornans.

RENÉ COTY

(1882 - 1962)

Président de la République de 1954 à 1958

RENÉ COTY fut sans aucun doute l'hôte présidentiel de Vizille le plus fidèle car il vint au château à six reprises en cinq ans. Peu après son élection à la veille de Noël 1953, il décida d'aller passer les fêtes de Pâques à Vizille du 15 au 23 avril 1954. Il revint l'année suivante toujours pour Pâques mais aussi pendant l'été (du 2 au 16 avril et du 7 au 17 août 1955). Après le décès à Rambouillet de son épouse, la très populaire Germaine CORBLET, le 12 septembre, il restera fidèle à Vizille en revenant avec sa famille du 4 août au 11 septembre 1956, puis du 2 août au 3 septembre 1957 et enfin du 1^{er} au 29 août 1958. Il devait quitter ses fonctions à la fin de l'année, conséquence directe des événements d'Alger du mois de mai 1958.

La gravité de la situation de la France dans les années 1950, aux prises notamment avec le problème aiguë de la décolonisation, arriva quand même jusqu'aux marches du château de Vizille, sorte d'îlot protégé où la détente était de règle, entre les promenades, l'écoute d'enregistrements d'opéras, la lecture, les séances de cinéma (c'est ainsi qu'il assista par exemple à une projection de *Jour de fête* de Jacques TATI pendant l'été 1955) et les joies familiales.

René COTY reçut ainsi plusieurs personnalités politiques :

- avril 1954, réception à déjeuner de BAO-DAÏ, empereur du Vietnam avec son épouse, un mois avant la chute du camp retranché de Diên Biên Phu dont la capitulation marqua le commencement du retrait de la France d'Indochine, entériné par la signature des accords de Genève en juillet. Ces accords instituaient la partition du pays et BAO-DAÏ resta chef de l'état du Sud-Vietnam avant d'être déposé en 1955. La rencontre avec BAO-DAÏ dans un lieu officiel proche de Genève où l'empereur se rendait dans le cadre des négociations pour la paix, fut sans doute imposée à René COTY pour des raisons diplomatiques. Cette circonstance lui a ainsi permis de découvrir Vizille très tôt. Ses séjours répétés sont la preuve de son goût immédiat pour ce lieu ;

- entre le 2 et le 16 avril 1955, Edgar FAURE, chef du Gouvernement, et Antoine PINAY, ministre des Affaires étrangères, vinrent présenter les grands traits de l'accord franco-marocain pour l'indépendance qui sera ratifié en novembre suivant à La-Celle-Saint-Cloud ;

- le 27 août 1956, visite de Guy MOLLET, chef du gouvernement. Les sujets abordés avec le Président concernaient largement la politique internationale, car participait aussi à ces entretiens M. PIETTE, député socialiste de l'Yonne, spécialiste des questions nord-africaines ;

- 28 août 1957, visite de Gaston MONNERVILLE, président du Conseil de la République.

M. RENÉ COTY FAIT UN PETIT TOUR DE VILLE
DANS LES RUES DE VIZILLE

La pluie avait compromis... momentanément l'habituelle visite de courtoisie (la plus exquise, parce que la plus discrète qui soit) que M. le Président accomplit dans la cité au terme de chacun de ses séjours à quelques pas, dirons-nous, de son retour à Paris.

Ce matin il ne pleuvait plus. Et à 11 heures, en costume bleu et col blanc sans tambour, ni trompette, accompagné de sa fille (sic - en réalité sa belle-sœur), M^{me} EGLOFF et, bien entendu des membres de son service, il a parcouru, canne en main, la rue Général-de-Gaulle, la rue de la République jusqu'au carrefour de l'avenue Aristide-Briand, trois rues bien françaises.

Peut-être plus que jamais, les bravos et les « Bonjour M. le Président » furent nombreux, adressés par des Vizillois, mais aussi par des touristes de passage. Mais aussi M. René COTY souhaita de bonnes vacances à de tardifs Parisiens qui portaient vers la Côte d'Azur (la porte de leur voiture entrouverte), à tous les enfants qui se présentèrent à lui. Quelques paroles, dont il a le secret et la formule unique, les embarrassèrent quelque peu. Cela ne les empêcha pas de récidiver et de

«resquiller» une nouvelle fois un autre « Bonjour M. le Président ».

Tout au long de cette visite d'amitié dont nous avons, dès le premier séjour de 53 (sic) apprécié la haute valeur, rehaussée de ce simple contact qui a touché le cœur vizillois, M. René COTY a tenu à remercier et à féliciter les commerçants locaux en contact journalier : M. DUSSEYRE-BESSON et sa famille propriétaires de l'Hôtel du Parc, chez qui est descendu le personnel de sécurité ; GROS-PIRON, Hôtel de la Gare, CRISTINI, notre dynamique dépositaire de journaux, Rolland RICHER, le distingué marchand de comestibles, SARDO, le bottier avisé.

Enfin, tout aussi discrètement, mais tellement simplement, M. René COTY regagna le château, où l'attendait sa famille pour le déjeuner.

Au cours de l'après-midi, il assista à la projection du film *Retour de Manivelle* genre de détente qu'il aime beaucoup et qu'il partage avec la lecture.

Le Dauphiné Libéré, 26 août 1958.



Réunion familiale sur la terrasse du château.
Le couple présidentiel avec leur petite fille M^{me} Egloff,
secrétaire particulière de madame Coty, et son fiancé.

avril 1954, photographie Keystone.

CHARLES DE GAULLE

(1890 - 1970)

Président de la République de 1958 à 1969 (réélu en 1965)

LE GÉNÉRAL DE GAULLE s'arrêta à Vizille pour passer la nuit du 6 au 7 octobre 1960 dans le cadre d'un voyage en province qui le conduisait en Isère, en Savoie et en Haute-Savoie du 6 au 9. Le contexte politique et social en France était particulièrement tendu avec un problème crucial : la guerre d'Algérie. Au départ, cette halte au château n'avait pas été retenue et l'hébergement était prévu à la préfecture de l'Isère devant laquelle il devait prononcer le 7 un important discours sur la construction européenne, la défense et enfin l'autodétermination de l'Algérie. En fait, Charles DE GAULLE ne marquait pas un grand intérêt pour Vizille puisque l'année précédente, il avait déjà refusé que la présidence participe aux frais d'entretien du bâtiment. Mais il avait bien d'autres raisons pour souhaiter ne pas y venir, alors que paradoxalement, depuis la Libération, la principale rue de la ville portait son nom. En effet lors de sa première visite, étape républicaine obligée, dans l'immédiat après guerre le 16 septembre 1948, il fut mal accueilli par des manifestants avec des slogans sans nuances : « *Nous ne voulons pas de Gaulle* ». De surcroît, en 1960, la ville était gérée par une municipalité communiste qui, derrière le maire Jacques FOURRIER, décida de ne participer à aucune cérémonie officielle, donnant ainsi le ton à une certaine hostilité relayée par toutes sortes de tracts contre la guerre en Algérie, le réarmement de l'Allemagne et les dépenses somptuaires des réceptions prévues à Vizille sous le titre *Qui va payer* : « *Au château de Vizille, on a refait à neuf « la » chambre où « il » va coucher (elle avait été refaite l'an dernier déjà). Tout est tout neuf : les tapisseries, les moquettes, les tentures. Une salle de bain luxueuse y a été jointe. On a changé les lustres. Trois camions ont amené le mobilier nécessaire à une nuit du général ; et pour le linge : 16 malles d'osier, et pas des petites !* ». On ignore les vraies raisons qui conduisirent les responsables de l'Élysée à opter pour Vizille plutôt que Grenoble. Dans cette incertitude, il est donc permis de balancer entre des nécessités d'organisation qui nous

échappent et une sorte de bravade du Général. Finalement, le couple présidentiel passa semble-t-il une nuit froide et humide ce qui fit dire à Yvonne DE GAULLE que le château était très peu confortable. Depuis ce jour, aucun président de la République n'est venu à Vizille.

LE PROGRAMME OFFICIEL DE LA VISITE LES 6 ET 7 OCTOBRE

Jeudi, le général de Gaulle effectuera en avion le trajet de Paris à Lyon Bron.

De Lyon à Jarrrie, ils se déplaceront en train spécial. Une voiture les conduira ensuite de Jarrrie à Vizille où leur arrivée est prévue dans l'après-midi.

Vendredi, à 10 heures, réception à l'hôtel de ville de Grenoble.

À 11 heures, réception à la préfecture de l'Isère.

Midi, discours sur la place de Verdun.

Le cortège officiel prendra ensuite en voiture la direction du château de Vizille où sera servi un déjeuner d'une quarantaine de couverts.

L'après-midi, le général reviendra à Grenoble où il sera tout d'abord solennellement accueilli par les personnalités universitaires dans la nouvelle école des ingénieurs électroniciens. Il visitera ensuite les usines Neyrpic et les usines Merlin-Gerin. Il repartira en fin d'après-midi en direction d'Annecy, à bord du train spécial.

Le Progrès, 29 septembre 1960.

AU CHÂTEAU DE VIZILLE
EN ATTENDANT LE CHEF DE L'ÉTAT

Le château de Lesdiguières, chargé d'ans et d'Histoire, va, après-demain, ajouter une nouvelle page à son prestigieux passé. La vieille demeure du dernier connétable de France, devenue résidence des Présidents de la République, est prête à accueillir le Chef de l'État en voyage dans les Alpes.

Depuis le dernier séjour de M. René COTY, en août 58, le pavillon de la Maison de France (sic) n'avait plus été hissé au faite du glorieux édifice et « la garde qui veille aux barrières »... de l'Élysée, n'avait plus monté sa faction vigilante (et décorative) sous les vénérables murailles ducales. À cette heure, pour son hôte, le château fait toilette. Et nous avons trouvé, sous la très aimable conduite de M. Raymond GIRARD, architecte des Bâtiments de France, tout un monde besognant d'ardeur : maçons, peintres, électriciens, plombiers, tapissiers... Nous avons même reconnu, au milieu des jardiniers, rafraîchissant avec art les parterres malmenés par de récentes trombes d'eau, ou par les premières aigreurs automnales, l'excellent M. LARDET, une « figure » parmi les bons serviteurs du château. Il avait le râteau en main et nous vous assurons que pas une seule herbe folle ou indiscreète, n'a résisté à son coup d'œil, dans les allées tapissées des petits cailloux du Drac.

Venant des ateliers du Mobilier National, les meubles de bureau du Président de la République – ces pièces admirables « Retour d'Égypte » – ont retrouvé une nouvelle jeunesse. Les fraîches couleurs, ne leur ont pas fait perdre leur grand air. Dans la grande salle à manger, les lustres hollandais suspendus

comme de gigantesques arachnides d'or, brillent de tout leur éclat. Ce sont des spécialistes qui ont procédé à leur délicat nettoyage. Le Chef de l'État recevra à déjeuner, ici, vendredi à midi trente ; l'immense table peut encore s'allonger, et voici déjà prêtes les rallonges. M. l'architecte est discret sur le nombre des couverts prévus : une quarantaine, sans doute ? L'art a son mot à dire et ne s'épanouira pas uniquement dans le domaine de la gastronomie, au cours de ces instants où la République traitera ses convives. La salle à manger sera parée, en l'honneur de ses hôtes, et nous voyons de riches tapis encore roulés, qui ouateront le noyer pourtant luisant de cire fraîche ! D'autres tapis, gris souris, sont cloués dans les couloirs et dans l'escalier d'honneur. Ils donnent une « chaleur » à ces grands espaces un peu glacés de solennel. Des fils courent sous ces hautes laines. Les électriciens ont relié Vizille à Paris et même à Colombey.

Dans la chambre du général DE GAULLE, nos « Beaux Arts » ont accroché quelques toiles du Musée de Grenoble. Voilà une attention à laquelle le Chef de l'État doit être sensible car le choix de l'artiste qui présida à ces initiatives a fait l'objet de soins très heureux. Il est inutile de préciser de ce pas, que tout sera prêt pour jeudi dans la soirée, au moment où venant de Jarrie et descendant de son wagon spécial, le Président de la République franchira le porche monumental, salué par le duc de Lesdiguières sur son cheval de bronze.

Le Dauphiné Libéré, le 4 octobre 1960



*Arrivée du général de Gaulle au château de Vizille
le vendredi 7 octobre 1960 vers 13 h. pour présider un déjeuner officiel.*

photographie Dauphiné Libéré.

LÉ FAUNE de Paul DARDÉ (1888-1963), exécuté en 1920, est l'apport artistique le plus important dû aux présidents de la République. Artiste autodidacte des environs de Lodève, DARDÉ s'attira dès 1909 l'estime de quelques amateurs parisiens. L'idée de l'exécution d'un faune colossal serait née au lendemain de la première guerre mondiale, peu de temps après l'installation de DARDÉ dans la capitale, lors d'une visite de son atelier par un de ses protecteurs, Armand DAYOT, directeur d'une importante revue d'art de l'époque et inspecteur général des Beaux-Arts, accompagné de Georges REGNAULT, un riche industriel. Ce dernier remarqua dans les cartons à dessin du sculpteur l'esquisse d'un faune et encouragea DARDÉ à le sculpter en grand pour l'installer dans sa villa d'Hendaye, sur la côte basque. Le faune, sorte d'homme-chèvre de l'antiquité qui vivait dans les lieux sauvages de la terre, correspondait parfaitement à la sensibilité de DARDÉ, inspiré par la puissance et les mystères de la Nature. Entre la fin de l'été 1919 et l'hiver suivant, le faune fut sculpté dans l'atelier de la rue de l'Université, en taille directe, c'est-à-dire sans maquette préalable. La sculpture fut exposée au Grand Palais lors du Salon des artistes français de 1920. Devant le succès que cette œuvre rencontra, l'État voulut en faire aussitôt l'acquisition. Comme le Faune appartenait à Georges REGNAULT, celui-ci en fit généreusement don. Un premier projet envisageait la présentation de la sculpture sur la terrasse du Trocadéro, ce à quoi l'artiste s'opposa formellement tenant à son installation dans un parc, environnement pour lequel elle avait été conçue. Le *Faune* fut ainsi placé en 1922 dans le jardin de l'Hôtel Biron (musée Rodin), près des Invalides. Après l'acquisition du château de Vizille en 1924, la sculpture fut transférée en 1927 pour devenir le principal ornement du parc.

Sculpture en taille directe sur de la pierre d'Euville.
Dépôt de l'État (Fonds national d'art contemporain).



Le Faune de Dardé peu après son installation en 1957, photographie Yvon.

Édité par le musée de la Révolution française
à l'occasion de l'exposition

*La République dans ses murs,
les Présidents au château de Vizille, 1925-1960*

15 mars - 27 mai 2002

B.P. 1753, 38220 Vizille
Téléphone : 04 76 68 07 35
Télécopie : 04 76 68 08 53
Mél : musee.revolution@cg38.fr

Exposition réalisée avec l'aide des
Archives nationales, Paris
Archives départementales de l'Isère, Grenoble
Bibliothèque municipale d'étude et d'information, Grenoble
Maison natale de Gaston Doumergue, Aigues-Vives (Gard)
Maison nationale de la pêche et de l'eau, Ornans
Musée national de Versailles et de Trianon, Versailles

Remerciements

Françoise ADNÈS, les Amis de Gaston Doumergue,
Pierre ARIZZOLI-CLÉMENTEL, Stéphane BANQUET, Paul BLANC
Martine DE BOISDEFFRE, Claire CONSTANS, Catherine DHÉRENT,
Annie DURAND-GASSELIN (+), Emmanuel DESROCHES,
Éric FREYSSSELINARD, Lydiane GUEIT, Dominique LALOUX-RABEUF,
Janine LEMARÉCHAL, Annie POUTRAIN, Jacky REY,
Emmanuel ROUSSEAU, Yves SOULINGEAS, Claude VANDALLE.

Commissaire : Alain CHEVALIER, conservateur.

Maquette : Thierry GOUTTENÈGRE.

Impression : Imprimerie des Deux-Ponts.

Documentation : Claire TODESCHINI.

Animations pédagogiques : Emmanuelle MACAIGNE.

Actualités cinématographiques et télévisées : Annick LE GALL.

Administrateur : Séverin BATFROI.

Édition musée de la Révolution française, © 2002

Dépôt légal, mars 2002 ISBN 2-909170-12-8

Journal d'exposition gratuit

Musée de la Révolution française
Domaine départemental de Vizille

